

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

CEUX QUI ATTENDENT L'AMNISTIE

D'un ancien militant du Parti communiste qui est resté de longues années dans les bagnes militaires, nous parviennent d'émouvantes informations sur l'état d'esprit qui règne dans ces lieux de souffrance. Les malheureux qui y sont plongés, souvent pour des motifs futiles, attendent avec un espoir d'autant plus légitime que le Front populaire l'avait solennellement promis avant son accession au pouvoir, l'amnistie militaire intégrale.

Notre correspondant a reçu d'un détenu du fort Saint-Nicolas, à Marseille l'émuvente lettre ci-dessous. Nous n'avons pas besoin de dire qu'elle est parvenue par des voies non officielles, ce qui pour éviter des représailles nous contraint à taire les noms des personnes citées.

« Les personnes compétentes » auxquelles il est fait appel dans la lettre, « pour qu'elles fassent quelque chose pour les condamnés militaires. » sont les dirigeants communistes. Mais le destinataire de cette lettre, qui est revenu de bien des illusions sur son ancien parti, a raison de dire qu'à « l'heure actuelle le P. C. défend de préférence officiers, « gaffes » et « flics ».

C'est la triste vérité.

Combien l'intervention communiste dans la discussion de l'amnistie a été gâchée ! fait par un ténor du parti — Thorez ou Cachin — plutôt que par une doubleure comme Langumier qui, reconnaissant le rôle de l'Etat dans les conditions politiques, où ne verrait dans les négociations en cours qu'une manœuvre des impérialismes, désormais solidement conjugués, de l'Angleterre et de la France.

Le parti communiste a ainsi tiré son épingle du jeu et sauvé la face.

Mais certains mutins de Calvi et d'Oléron, que par sa démagogie de l'époque ultra-gauchiste il a contribué à faire lourdement condamner, restent au bâne.

Quant au parti Socialiste mieux vaut d'en pas parler...

Mais laissons la parole au reclu :

« Le régime alimentaire ne s'est pas amélioré depuis ton départ. Je compte sur toi pour en rendre compte aux personnes compétentes pour qu'elles fassent quelque chose pour les condamnés militaires et surtout pour faire cesser les abus manifestes qui se produisent chaque jour dans ce maudit pénitentier.

« Je crois qu'avec le nouveau gouvernement nous aurions quelques réformes, mais pour l'instant toujours rien et ces gaillards-là (les tortionnaires des bagnes militaires) jouissent de l'impunité, eux qui envoient tant de gens à la mort.

« Mon vieux G. je suis écoussé en pensant à tout ce que j'ai vu depuis que je suis dans ce bagne. Mardi prochain, la Chambre doit discuter un projet d'amnistie. Je ne compte sur rien... Mais si le bonheur voulait un peu me sourire et que je sorte, je serais très content... Mais je n'oublierai pas qu'après moi il y a des malheureux qui restent... »

Que pourrions-nous ajouter de plus convaincant ? L'auteur de cette lettre avait, derrière les barreaux de sa geôle, forgé comme tant d'autres sur l'avènement du Front populaire, les espérances les plus légitimes. Ces espérances vont être encore une fois déçues ?

C'est une question que pour notre part nous sommes bien décidés à ne pas laisser sans réponse.



En 2^e page :

Jean Bernier, le Banlieusard, Doutreau, Guérin, Maudès

En 3^e page :

Les informations d'Espagne

Comment les anarchistes espagnols congratulent l'organisation économique de la Société Nouvelle

En 4^e page :

Les idées et les faits

par Luc Daurat.

AU SEUIL D'UNE AUTRE ANNÉE

Dans l'attente d'une aube nouvelle en Espagne... et ailleurs

Comme l'on voudrait que cette Espagne si digne, si vaillante, ne l'attende pas trop longtemps sa victoire dont nous croyons fermement qu'elle modifiera de fond en comble non seulement l'existence du peuple espagnol, mais aussi celle des peuples d'Europe.

Tout plein de cette espérance, mêlée parfois d'inquiétude, comme l'on regrette que le peuple français demeure quasi muet devant le grand drame qui se déroule tout près de lui, méconnaissant son propre intérêt et refoulant le processus par lequel la social-démocratie fit passer le prolétariat allemand avant de le livrer pieds et poings liés à Hitler.

Voilà six mois que les antifascistes espagnols résistent aux hordes fascistes ; voilà six mois que la classe ouvrière espagnole, tout en participant laborieusement à la vie économique du pays, tient tête aux militaires professionnels,

et la France antifasciste, la France ouvrière vont leur petit train-train. Alors que l'Espagne est en convulsion et qu'un monde nouveau s'y élabore, les antifascistes et les ouvriers de France se passionnent pour le vote du budget, applaudissent leurs gouvernements dans leurs clowneries.

Blum régnant, il y a plus de couilles molles en France qu'à n'importe quelle époque. Et nous commençons à mieux saisir le processus par lequel la social-démocratie fit passer le prolétariat allemand avant de le livrer pieds et poings liés à Hitler.

A la fin de juillet et durant le mois d'août, un grand frémissement a parcouru toutes les nations. Et notre pays enthousiasmé clamait son horreur du fascisme, affirmait sa solidarité avec le peuple d'Espagne et ne demandait pas mieux que de traduire en actes les sentiments qui l'animaient alors.

Mais les bergers, les mauvais bergers, veillaient... comme de coutume. Et tout rentra dans l'« ordre ».

Si le socialisme n'avait pas tenu en France les rênes du Pouvoir, M. Blum aurait écrit de beaux articles sur le martyre d'un peuple et son cran ; de quelle ironie circlante il n'eût pas non plus fustigé un gouvernement français qui aurait pris l'initiative d'inférioriser les républicains espagnols.

Et quel front commun nous eussions fait, les anarchistes, les communistes, les socialistes, les syndicalistes ; et quel bâtière cela eût été pour rompre un blocus et défaire la coalition fasciste internationale qui opère sur le sol ibérique.

Mais le socialisme a pour habitude, quand il gouverne, de mettre en sommeil la classe ouvrière et de sauver la bourgeoisie.

Un réveil syndical paraît s'annoncer : l'on voit bien que nos gouvernementaux n'ont pas suffisamment chloroformé les syndicalistes, que les revendications prolétariennes surgissent de plus en plus et que les menaces de grèves assombrissent l'horizon de nos politiciens.

Pourquoi faut-il que l'ouvrier français manque d'éducation syndicaliste ! Qu'il ne se remue, ne menace, n'entre en action que pour une augmentation de salaires. Les militants syndicaux ne pourraient donc pas lui rappeler le souvenir des grèves de solidarité qui ennoient.

Une lettre

de Joaquin Ascaso

Chers camarades du « Comité pour l'Espagne Libre » et du Libertaire.

Au nom de l'Aragon libre, j'envoie mon salut fraternel aux camarades de France qui savent tenir si haut le drapeau de la solidarité envers les révolutionnaires espagnols.

Votre œuvre contribue et contri-buera encore, je le sais, à écraser le fascisme assassin et à assurer l'émancipation totale du peuple. La solidarité que vous manifestez, compa-gnons de Paris, touche le cœur de chaque proléttaire d'Aragon et nous donne à tous encore plus de courage dans notre lutte pour la liberté.

Notre ami Odéon, qui vous transmet cette lettre, vous dira mieux de vive voix nos sentiments, nos espoirs et notre communion d'idées avec les vôtres.

Salut ! Salut, camarades ! Joaquin ASCASO.

LASHORTES.

(Lire la suite en 4^e page.)

En 1937

Le Proletariat français réalisera le triple mot d'ordre :

LE PAIN!...
LA PAIX!...
LA LIBERTÉ!...

...Si il suit l'exemple de ses frères d'Espagne.

Sauvegardons nos salaires

Six mois sont écoulés depuis le mouvement généralisé des grèves qui fit trembler le monde des possédants ; industriels et commerçants, hommes d'affaires, banquiers, intermédiaires. Tous ceux qui s'intercalent à des titres divers entre le producteur et le consommateur eurent la perception nette que quelque chose venait d'être atteint dans l'organisme économique : l'électeur, le producteur voulait que son travail lui assure la subsistance, il réclamait un salaire lui permettant de ne pas mourir de faim ; après avoir porté au parlement une majorité de députés qui s'étaient déclarés favorables aux revendications ouvrières ils paralyserent l'organisme économique.

On sait ce qu'il advint : les salaires furent dans une certaine mesure rajustés sur des bases plus ou moins équitables ; mais cette victoire avait à peine été acquise qu'une mesure financière, la dévaluation, — que les gouvernements s'étaient pourtant engagés à ne pas prendre — vint les ramener à leur niveau précédent. Le vaste mouvement de grève était fortement atteint dans ses résultats ; et comme les revendications sociales avaient été placées sur le terrain législatif du fait des accords intervenus, la grève redevenait illégale, impossible, les dirigeants syndicaux voyant déjà pratiquement réalisés des accords qui ne l'étaient qu'en principe.

Il convient de dire pour son excuse que la masse ouvrière fit confiance à ses dirigeants qui avaient pourtant négligé (!) la reconnaissance immédiate de conditions de salaires et de travail et le rajustement automatique des salaires, grâce à l'échelle mobile, en cas de variation du coût de la vie.

Le problème se pose à nouveau et dans des conditions beaucoup moins favorables. Il y a six mois, sous la formidable poussée populaire, des mesures radicales auraient été acceptées ; certaines nationalisations effectives auraient paru légitimes, le principe propriétaire aurait été entamé.

Aujourd'hui, fortement retranchés dans une légalité qu'ils connaissent à fond, dont ils ont toujours bénéficié, les propriétaires ergotent, contestent, suscitent des conflits, paralyssent l'activité économique, refusent impunément de donner ce qu'ils ont accordé, ce qui repose à nouveau la question des salaires.

Pour le patron, le salaire seul du travailleur pèse sur les prix, jamais vous ne l'entendrez incriminer les amortissements et les profits somptuaires, les frais de publicité, de gestion qui dépassent dans les entreprises les salaires payés aux seuls ouvriers ; c'est un principe et presque une phobie : l'ouvrier au salaire syndical court alors que l'administrateur est rémunéré comme chacun sait d'une façon dérisoire et que l'actionnaire apporte philanthropiquement ses ressources sans en tirer profit.

Or, l'augmentation des salaires d'après les estimations patronales, tout compris majorerait les salaires de 75 % (ce qui ne paraît malgré tout exagéré). Considérez que les salaires entrent pour 15 % environ dans les prix de revient, les nouvelles augmentations de salaires porteraient à 25 % au maximum d'après les estimations patronales, la part du salaire dans les prix de revient. Or, avant l'application des lois sociales et des augmentations de salaires, dès fin novembre, le coût de la vie s'était élevé à plus de 14 %. Avant que les répercussions se fassent sentir, ils en avaient paré les effets.

Comme quoi les propriétaires prennent toujours le devant et exploitent les situations les plus mauvaises ; ils n'abandonnent jamais la lutte. Ils créent des difficultés aux majorités parlementaires sans énergie pour les obliger à céder.

La dévaluation mal faite ne nous a pas profité, les trusts paralyssent l'activité économique, et le travail ralenti ne permet pas un volume d'échanges qui créerait notre balance commerciale ; il est plus facile de prélever un tribut sur 15 millions de salariés que sur 10 millions, la machine économique en fonctionnant au ralenti étouffe alors que les dépenses de l'Etat augmentent.

Mais il y a des ressources qui dorment : stocks et immobilisations, pour des dizaines de milliards.

Qu'on fasse du dumping avec les stocks, qu'on jette sur le marché les produits que nous avons en réserve.

Qu'on jette sur le marché intérieur les réserves métalliques des trusts ; qu'on rende au monde du travail ce que l'agiotage lui a pris.

Le producteur doit vivre du fruit de son travail et l'ère doit être révolue où l'intérêt particulier est contraire à l'intérêt général. Mais le pouvoir ergote sur des vétérans, sur la forme sans toucher à l'armature propriétaire de notre société, seul et unique obstacle à la rémunération des producteurs.

La conception du profit avant comme

pendant le Front populaire est jusqu'ici la même. Or, on ne peut accorder un standard de vie plus élevé aux travailleurs qu'en prenant la différence sur les propriétaires ou en modifiant tout notre système économique. Il est prouvé aujourd'hui qu'on produit plus qu'avant avec une main-d'œuvre réduite. Tant que les moyens de production — les machines coûtent cher — seront aux mains d'une minorité les salaires ne s'élèveront jamais, l'amélioration sera illusoire car ce sont les capacités de ventes qui conditionnent et font les prix et non les possibilités de production qui tendent à les réduire.

Ces moyens demeurent aux mains des propriétaires. On peut voir les salaires augmenter mais la menace est déjà faite d'une nouvelle dévaluation qui détruirait complètement les avantages acquis : salaires, vacances payées et quarante heures. Ils n'acceptent jamais de faire les frais des améliorations sociales et pour cela, ils jettent sur le pavé les travailleurs pour les remplacer par des machines et font toujours à leur avantage des faillites déguisées. Or les conquêtes ouvrières doivent être aujourd'hui une réalité ; aux travailleurs de les rendre effectives. — N.

De mon wagon

— Crois-tu qu'il va s'en tirer le contrôleur Vayrac ? me demande Eugène le plombier.

— Heu ? à défaut de la justice de Dieu, celle des hommes est saisie et suivra son cours... Je te ferai remarquer toutefois que l'inculpé a choisi M^e Torrès pour avocat. Aussi, lorsque le défenseur ouvrira les éclisses de son éloquence, le raz de marée qui déferlera par-dessus le prétoire emportera, comme fétus, toutes nos pauvres petites considérations...

— Tu peux toujours me donner ton avis. — Mon avis, Eugène, c'est, comme chantait le comique Danvers, qu'"un contrôleur, ça c'est certain, faut que ça contrôle". Tu sais très bien que lorsque tu donnes une parcelle d'autorité à un individu il n'en a pas pour longtemps à sortir de ses prérogatives. Quoi d'étonnant, dès lors, si le contrôleur dépassait un peu les siennes ?

— Qui, je crois que ça dépassait parfois...

— D'abord, et bien qu'il n'y ait rien de prouvé, et qu'il y ait condamnation ou acquittement, le doute persistera sur cette lamentable affaire. Et je pense qu'en pourrait profiter de ce malaise pour supprimer définitivement la race abhorrite des contrôleurs.

Ensuite, j'estime que c'est tout le problème sexuel qui est en cause.

De tous ceux qui meuvent les êtres vivants, l'instinct génésique est le plus fort, plus fort même, souvent, que celui de conservation. Or, depuis des temps immémoriaux les forces d'obscurantisme semblent s'être coalisées pour réglementer, codifier, canaliser, voire même juguler cet instinct primitif. Et cela nous a valu toutes sortes de choses... pas très jolies, telles que les pratiques religieuses de macération, l'onanisme, la pédérastie, la prostitution sous toutes ses formes (y compris le mariage légal), les maladies "honteuses", les crimes des sadiques, etc. Si, au lieu de courrir d'opprobre un acte qui est aux sources de la vie, on avait toujours eu une conception plus naturelle de cet acte, nous n'aurions pas eu à déplorer le dixième partie de ces misères-là. C'est le faux mystère, l'attrait du fruit défendu et l'hypocrisie sociale qui sont surtout responsables.

— En tout cas, tu ne me feras pas admettre l'automanipulation devant une voyageuse aux jolies jambes.

— Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre ! Eugène, et ce n'est pas moi, ancien combattant...

— Il reste tout de même, dans cette affaire, une morte et un pauvre gosse qui peut toujours attendre le retour de sa dame.

— Oui. Mais, en Espagne, actuellement, il y en a comme cela énormément et je ne sait pas que la conscience publique en soit tellement torturée...

— Je te le répète : c'est toute notre éducation qui est à refaire, toute notre morale qui est à réviser.

— Va donc moraliser ton chat par un après-midi de mars ou une belle nuit de septembre...

— Mon chat est certainement plus anarchiste que son maître, et je m'en voudrais de lui faire quelque semonce. Il mange quand il a faim ; il boit quand il a soif — et jamais davantage, Eugène — il dort quand il a sommeil, dérouille quand ça le dérange, et passe le reste du temps à faire sa toilette ou rêver. Il lui arrive bien parfois de chiper dans les assiettes et même de tuer les petits oiseaux qui chantent leur joie de vivre, mais aucun être vivant n'est parfait.

— Oui, le Créateur devait être un peu dingue !

— C'est mon avis également.

— Or, la race humaine qui est avant tout une espèce animale, aurait intérêt à s'inspirer des lois de la nature et de l'exemple des autres espèces. En utilisant plus judicieusement l'incontestable supériorité de son intelligence, la vie serait plus saine, plus libre et plus heureuse.

Et les pharmaciens vendraient moins de chlorure d'éthyle...

Le Banlieusard.

BULLETIN D'ABONNEMENT au LIBERTAIRE

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de à partir du pour la somme de dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

....., le 1938.
Nom :
Ville :

Adresse :
Département :

LE JUBILÉ D'UN RENÉGAT

Depuis quelque temps le parti national communiste français a fait siennes les mœurs dégradantes qui fleurissent en Russie, comme en Allemagne et en Italie, autour de la personne du chef, à tous les degrés de la hiérarchie des exploiteurs.

Un membre du bureau politique ou du Comité central ne peut pas avoir cinquante ans ou perdre sa belle-mère sans qu'une tarine d'hommages paraisse dans l'*Humanité*, appuyée les jours suivants d'adresses votées « à l'instar », par telle ou telle cellule, sur l'injonction des bureaucraties inférieures en mal de servilité alimentaire.

C'est, en effet, dans l'hebdomadaire « Choc » qu'un certain général de Cugnac traite ce sujet palpitant entre tous : les réflexions du père Noël sur le désarmement. Voilà qui n'est vraiment pas banal, direz-vous ! Du reste, vous allez en juger.

Or donc, relate ce brav' général de Cugnac, le bonhomme Noël ayant écouté les auditions de T.S.F. qui, paraît-il, peuvent être captées au paradis, croyait les hommes améliorés moralement et s'imaginait, dans sa candeur de personnage supra-terrestre qu'ils avaient banni la guerre, détruit les armements et supprimé l'esprit belliciste. C'est donc, en cet air de grâce 1936, avec des pouponnes, des images et des bonbons qu'il avait empilé sa hotte, ce brave bonhomme Noël et il s'apprenait à en faire ample distribution, lorsqu'il s'aperçut à son grand étonnement que la Paix était très loin de ce monde. Que les communiqués des journaux ne relataient que « violents combats », « offensives » et « bombardements ». Qu'il y avait en Espagne et en Chine la guerre civile (la plus fratricide des guerres, doit penser M. le général de Cugnac). Que quatre nations, l'Allemagne, l'Italie, l'U.R.S.S. et le Japon étaient surarmées et que les peuples naïfs qui avaient cru sincèrement au désarmement s'empressaient de ratrapper le temps perdu et de forger hâtivement des armes.

De là, poursuivant ses réflexions, le père Noël se dit :

« Les hommes ont essayé de se tromper les uns les autres. Ils parlent de la paix mais ils préparent la guerre. D'ailleurs, ils ne peuvent pas faire autrement. La suppression de la guerre est un rêve absolument irréalisable dans l'état actuel de l'humanité. Il faudrait d'abord rendre l'homme meilleur, le faire bon pour son frère, concilier pour son voisin, lui ôter son égoïsme. L'humanité est bien loin de cet idéal. »

Et il ajouta : « Nous sommes ici parmi des hommes et non dans un milieu d'anges. »

Mais le général de Cugnac, intarissable quand il s'exprime par la bouche des personnes de légende, continue :

« Et encore ! fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets.

« Et, au contraire, fit le père Noël en se reprenant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose que les anges. Quand Lucifer s'est révolté et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même en ciel le désarmement n'est pas possible. »

Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les

A SARAGOSSE

Quatre mois avec les fascistes

Antonio Muñoz, Joaquín Muniesa, Cándido Franquet et Ramón Martí sont les noms des camarades qui faisaient leur service militaire à Saragosse dans un régiment d'infanterie au moment où ont éclaté les événements de juillet.

« Le mouvement militaire, nous racontent-ils, dans le dernier numéro de *Tierra y Libertad*, surprit les travailleurs de Saragosse.

Les armes qui devaient leur être distribuées parvinrent trop tard, par l'impétueux du gouvernement de Saragosse. Un avantage de deux à trois heures décida du triomphe fasciste. Immédiatement chacun des nôtres fut envoyé dans divers points de la ville par la défense dans les villages voisins : La Ciferna, Movera, Perdiguera.

On nous emmena plus tard à Belchite, où nous décidâmes de nous échapper dès que possible.

Nous avons assisté dans cette ville à des scènes terribles. L'acharnement des fascistes contre les « rouges » de la localité atteignit un degré de barbarie incroyable.

On contraintait les condamnés à enterrer eux-mêmes leurs camarades fusillés le jour précédent, et on leur faisait creuser ensuite leur propre fosse. Aux femmes et aux enfants on coupait les cheveux, leur laissant une touffe à laquelle on attachait les couleurs de la monarchie. Ensuite on les forçait à avaler deux ou trois verres d'huile de ricin et on les promenait à travers le village.

Quand les colonnes loyales de Catalogne s'approchèrent et voyant que nous tirions en l'air, craignant de nous voir déserter, on perdit confiance dans les soldats catalans et l'on nous concentra à Saragosse pour nous diriger ensuite sur Burgos.

LES DOUZE MILLE

De retour à Saragosse courut de toutes parts le chiffre des compagnons fusillés. **Douze mille, douze mille, douze mille...**

Le 12 octobre nous étions à Burgos. Là, nous ne voyions que défilés de femmes et enfants avec drapeaux de la Phalange et des monarchistes et nous n'entendions que musique des hymnes fascistes et marche royale.

Ces manifestations étaient organisées par Accion Cuidadana (l'Action Citadine) et aux cris de : « Espana una, Espana grande, libre, arriba Espana », on demandait l'organisation de toutes les femmes.

A Burgos existait déjà le plat unique, mesure qui s'impose par la disette des vivres et qu'on observe avec rigueur.

Entre ceux qui luttaient sur le front, dans leur majeure partie des ouvriers obligés à le faire, car les jeunes gens de bonne famille (senioritas) préféraient maintenir l'ordre à l'arrière-garde et défier dans la ville dans des uniformes rutilants, on chantait une parodie de l'hymne fasciste, fustigeant les phalangistes de salon avec ces mots : Si la mort ne m'atteint pas, c'est que je me trouve assis au café.

On manquait de volontaires pour les fronts de la Sierra et l'on nous accueillait en nous montrant en exemple, nous appelaient vaillants Catalans, Catalans honnêtes.

Dans la Sierra, il faisait froid et les vêtements devenaient si rares qu'on mettait en loterie les deux ou trois paires de gants et chaussettes de laine qu'on envoyait pour chaque 10 ou 12 hommes.

Dix jours d'illusions contenues.

— Munoz, Franquet, Maniera, tirez plus bas !

Dix jours à entendre les mêmes insultes : « Fils de la Pasionaria ! Anarchistes ! Rouges ! Catalans !

Un matin, deux d'entre nous descendirent laver leur linge. L'un dit à l'autre : « Demain il faut s'enfuir. — Non, aujourd'hui même. »

Ils montèrent sur le parapet.

« Quand es-tu de garde ?

« Quel est ton numéro de poste ?

« Ne t'en fais pas, aujourd'hui même il faut partir ! »

Beaucoup voulaient passer les lignes. Mais devant leur indécision nous décidâmes de partir sans rien dire. Un regard, un serment de mains imperceptible.

A six heures du soir, sans fusils, avec seulement quelques grenades, ils sautèrent du parapet. Franquet qui était communiste se mit dans l'attitude de la sentinelle et resta. Les trois anarchistes comprirent son geste et avancèrent seulement de quelques mètres pour l'attendre.

Enfin, le camarade rejoignit les autres.

« Où êtes-vous ? C'est moi.

« C'est moi, Franquet ? Tu viens seul ?

« Non, je suis avec d'autres. »

La joie fut grande, jusqu'à éclater à 100 mètres de la tranchée abandonnée.

« A mort le fascisme ! Vive la F. A. I. ! Vive l'Internationale communiste ! »

Quelques coups de fusil perdus. La mort ne pouvait nous atteindre.

Nouveaux coups de fusil.

« Ne tirez pas, camarades, nous sommes Catalans, nous venons avec vous. »

« Vous êtes des nôtres ? »

Munoz attrape au cou l'autre pour toute réponse.

« Quatre Catalans !

« Ce sont des frères. »

« Ils viennent de Saragosse, etc... »

Le délégué de la Centurie Sébastien Faure nous écrit :

Chers camarades, salut !

J'ai reçu des camarades délégués aux camions des paquets individuels et quelques vestes de cuir destinées au groupe Sébastien Faure.

Votre solidarité nous touche profondément et, au nom de tous les miliciens de notre groupe, je vous salue fraternellement.

Vive la solidarité et vive le communisme libertaire !

Pour le groupe Sébastien Faure :

Le délégué : Martin.

P.S. — Nous avons appris qu'un bon et jeune milicien de la Centurie Sébastien Faure était tombé en combattant. Plusieurs autres ont été blessés. Le bureau de liaison de la rue d'Alesia fournit aux amis et parents toutes précisions possibles.

Nous avons également reçu de Berthe et María Ascaso des papiers qui appartenient à quelques-uns des nôtres tombés à Perdiguera. P. C.

Comment les anarchistes espagnols conçoivent l'organisation économique de la société nouvelle

Dans une déclaration officielle publiée dans la Tierra y Libertad du 19 décembre, la F. A. I. a une fois de plus réaffirmé publiquement la conception générale que se font les anarchistes de l'organisation de la Société nouvelle dont l'instauration doit être menée de front avec la lutte contre le fascisme.

LA POSITION DE LA F.A.I.

L'organisation socialiste dans l'ordre économique, dit la déclaration, doit être à base fédérative et les organismes économiques et sociaux se substituer au système de l'Etat.

Sous l'empire des circonstances nées de la guerre civile, la C.N.T. et F.A.I. ont dû intervenir dans l'engrenage gouvernemental. « La coexistence d'autres secteurs anti-fascistes a obligé à sacrifier nos positions idéologiques. Mais cela n'a jamais signifié que nous renoncions à notre idéal et à la tactique de lutte de l'anarchisme. » Nous continuons à considérer l'Etat et les solutions dictatoriales de la même façon qu'avant. La F. A. I. restera fidèle aux solutions d'équité et de solidarité préconisées de tout temps et qui consistent à utiliser la richesse sociale au bénéfice de tous.

La F.A.I. réclame en outre une sélection de la production afin de développer le nécessaire et d'éliminer le superflu.

Enfin la F.A.I. préconise une action énergique des syndicats et des ouvriers des ateliers et des usines pour supprimer la bureaucratie parasitaire, dont, dit-elle, on a constaté ces temps derniers une recrudescence excessive. Les bureaux d'Etat ou municipaux deviennent trop souvent des « combines ou des sinistres ».

L'organisation du travail doit être entre les mains des syndicats industriellement organisés, et dans les Conseils communaux évitant la collectivisation partielle des entreprises qui constituent une négation absolue de l'esprit de socialisation.

Comme complément nous proposons la distribution socialisée pour éviter les spéculations, qui perpétueront l'inégalité économique que nous voulons supprimer.

Donner à tous le droit à l'alimentation, au logement, à la culture est le désir de l'anarchisme.

CE QUE VEUT LA C.N.T.

Dans le même moment où la F. A. I. renouvelait une fois de plus l'affirmation de sa position théorique et pratique sur le problème général de la révolution, on pouvait suivre dans l'organe de la régionale de Catalogne, La Solidaridad Obrera, une série de trois articles (18, 19 et 20 décembre) signés de Mariano Cardona Rosell, qui dévoilaient dans les détails les modalités d'application pratique de cette conception générale.

Nous regrettons fort de ne pouvoir faire de place donner la traduction intégrale de cette rédaction exemplaire.

Nous espérons cependant que le résumé succinct que nous en publions donnera à nos lecteurs une idée suffisante des intentions révolutionnaires des hommes de la C. N. T.

Ils verront en outre que nos camarades espagnols qui ont à faire face aux terribles difficultés intérieures et extérieures ne perdent pas pour cela de vue le but final de ce communisme libertaire poursuit.

LE CONSEIL NATIONAL DE L'ÉCONOMIE

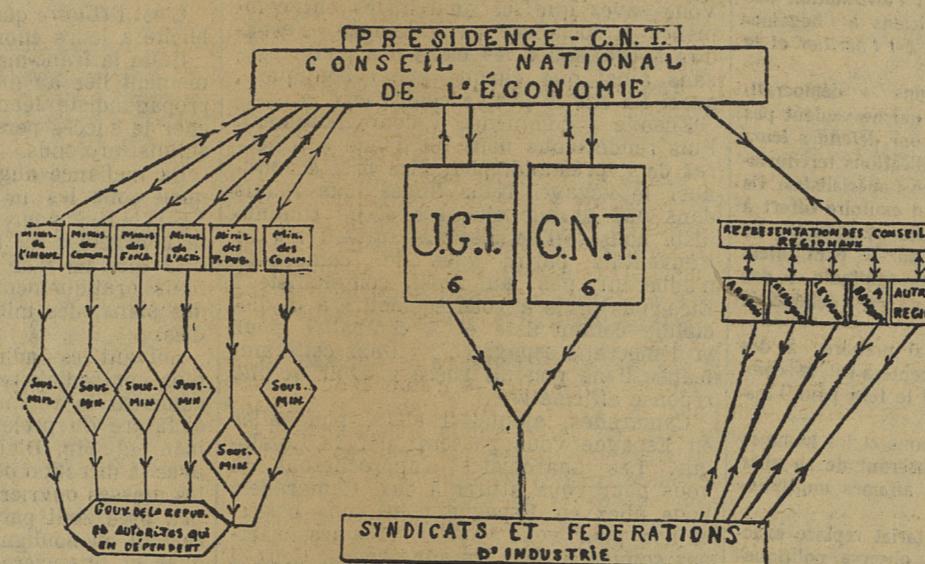
Avec la guerre civile et le manqueissement des ressorts de l'Etat, dominé par le mouvement fasciste et entraîné par lui, la faille de l'Etat est démontrée comme institution. Le capitalisme doit s'écrouler comme système économique dans notre pays.

C'est pourquoi la création du Conseil national de l'Economie est urgente.

Celui qui est créé actuellement, étant une survie de cette économie moribonde ne peut remplir les nécessités de l'économie révolutionnaire. Il doit être dissous.

Les nouvelles bases

Pour que le nouvel organisme réponde aux motifs qui exigent sa création, et aux objectifs qu'il se propose, il doit se faire à notre avis sur la base des deux centrales syndicales et avec une représentation du gouvernement dans les postes d'activités purement économiques (industrie, finances, Commerce, Agriculture, Transports officiel-



lement appellés travaux publics), communications et marine marchande. Également avec les représentations directes des Conseils régionaux d'Economie déjà existants (Catalogne, Levant, etc.) et de ceux qui seront créés dans toutes les régions reconquises par les miliciens.

Nous considérons que, puisque la présidence du premier organisme politique du pays, le Gouvernement, est assurée par un marxiste, la Présidence du premier organisme économique du pays doit l'être par un libertaire, un homme de la C. N. T. C'est un acte de justice, puisque sa prédominance syndicale est notable dans les territoires loyaux, et de plus nous sommes sacrifiés dans l'actuel gouvernement où nous sommes limités à n'être qu'une expression politique.

À la présidente (C. N. T.), nous considérons que le nombre de représentants syndicaux doit être de douze au minimum six, de chaque centrale syndicale. Ils constitueront le Conseil national de l'Economie.

Le graphique ci-dessus indiquera au lecteur comment sera constitué le nouvel organisme national et comment les Syndicats et Fédérations d'industrie de la C. N. T. et U. G. T. pourront influencer le Conseil dans ses décisions, à travers leurs représentants.

Ces représentants pourraient être choisis parmi les camarades des deux centrales ayant de profondes connaissances économiques et doctrinaires. L'assemblée se composera donc de vingt-quatre membres environ.

Dans la forme proposée, les trois bases de l'antifascisme au sein du gouvernement actuel auraient une égale représentation au sein du Conseil national de l'Economie car les libertaires ont l'Industrie et le Commerce, les marxistes ont les Finances et l'Agriculture.

Il y a dans cette forme proposée, les trois bases de l'antifascisme au sein du gouvernement actuel auraient une égale représentation au sein du Conseil national de l'Economie car les libertaires ont l'Industrie et le Commerce, les marxistes ont les Finances et l'Agriculture.

Le Comité pour l'Espagne libre aux militaires du Front. Le Libertaire de Paris à la F.A.I., etc., etc...

Vers Gérone le comité de défense de Barcelone a délégué au devant de nous une escorte impatiente. Les compagnons voudraient que les camions soient déjà déchargés avant leur arrivée ; c'est le caractère de nos amis qui veut ça et puis... il manque beaucoup de choses là-bas.

BARCELONE

Nos camions se rangent devant l'immeuble de la C.N.T. et de la F.A.I.

A peine sommes-nous descendus et le déchargeement s'accomplit. Le Comité de Défense prendra ce qui lui revient. Le camarade Martin, délégué de la Centurie Sébastien Faure prendra les paquets individuels destinés à ses miliciens. Bruna livrera à domicile les colis pour Barcelone, dans cinq, dans dix endroits nous distribuerons les envois de la rue d'Alesia.

Si les chauffeurs de nos camions 47 et 48, Antonio et Pauchot lisent ces lignes nous les supplions de ne pas y découvrir un encouragement à plus de vitesse et nous leur conseillons en passant de prendre un peu de la prudence du camarade Bruna.

Les routes en lacet des Pyrénées et celles d'Aragon, le brouillard et la givre sont des ennemis qu'il faut savoir vaincre sans les dévier par l'usage excessif de l'accélérateur.

PERPIGNAN-PORT BOU

A Perpignan, nous avons toujours reçu au comité qui siège à l'ancien hôpital l'aide la plus efficace et la plus fraternelle et nous sommes quelques-uns à savoir le travail immense accompli par nos amis du Comité. La Révolution espagnole a suscité bien des énergies et il nous plait de le dire ici.

commerce, agriculture, transports (officiel culture, les républicains ont les Travaux publics et Marine marchande).

Les Conseils régionaux étaient représentés, les décisions du Conseil ont une certitude de bien exprimer les aspirations des deux Centrales syndicales.

Structure du Conseil national

Le Conseil national doit répartir ses activités à travers les deux Sections générales et huit Commissions ainsi nommées :

Présidence. — Section générale qui s'occupera de la coordination générale et contrôler ; évolution des milieux financiers, propriétés et rentes ; transformation de la banque ; questions des devises et périodes transitionnelles des assurances de substitution forcée en économie socialisée.

Secrétariat. — Section générale occupée par l'administration inférieure des diverses dépendances du Conseil.

Production. — Commission nationale qui comprendrait tous les aspects de la production nationale, se subdivisant en sections nécessaires, une spécialement chargée des industries de guerre, et dont le pouvoir pour l'après-guerre sera à étudier.

Consommation nationale. — Commission qui substituerait celle des approvisionnements, et aborderait le problème de la distribution ; se subdivisant en sections.

Exportation agricole. — Commission qui comprendrait la totalité de l'exportation agricole, se subdivisant en sections.

Exportation industrielle et minière. — Commission qui comprendrait tous les aspects de la production nationale, se subdivisant en sections.

Importations et échanges. — Idem aux précédentes.

Combustibles et carburants. — Idem aux précédentes.

Energie. — Commission pour établir une organisation des installations hydrauliques et hydroélectriques et la production d'énergie thermique dans les centrales électriques, subdivisées en sections.

Transport. — Commission qui comprendrait la totalité des modes de transports (terrestres, fluviaux, maritimes).

Nos aspirations

Seul un organ

LES IDEES ET LES FAITS

ECONOMIE D'ACTION DIRECTE

La position que prendra Blum vis-à-vis des revendications syndicales fixera définitivement la figure sociale du gouvernement. Et naturellement, le plan de reconstruction économique en subira le contre-coup.

Il apparaît que la volonté ouvrière d'imposer par l'action directe l'échelle mobile des salaires refusée au Parlement obligera le cabinet à de graves déterminations. Et il n'est pas indifférent de savoir si Blum continuera son action conciliatrice, ou s'il se décidera à prendre des sanctions contre une des deux parties en présence.

Le patronat lance un ultimatum qui rappelle à Blum qu'il est un chef de gouvernement, et que l'expérience sociale économique, monétaire dont il assume les responsabilités, l'oblige à prendre ouvertement position devant la nouvelle exigence des ouvriers métallurgistes, exigence qui «achèverait d'annuler au point de vue du commerce avec l'étranger les effets de la dévaluation monétaire et risquerait de rendre inévitable une nouvelle variation de la monnaie» et par conséquent de « modifier profondément les conditions actuelles de l'économie française.»

Le patronat métallurgique refuse quant à lui de prendre la responsabilité d'avoir voulu sauvegarder ses profits. Il y a dans son exigence une position très nette qui tend à placer le gouvernement, non plus comme arbitre entre deux parties combattantes, mais en face de tout entier, de sa soif de calme et de clarté.

Le patronat lance un jeu dangereux. Mais encore une fois, il a cette habileté de faire participer à son intérêt réel, l'intérêt inexistant d'une collectivité fictive (le pays tout entier) et d'une expérience condamnée (l'expérience économique du Front populaire).

Pour notre part, posant la question sous l'angle de classe, nous aboutissons à des solutions beaucoup plus simples que celles qu'envisagera probablement le cabinet Blum : il n'existe pas de communauté d'intérêts, entre ceux qui exigent une économie neuve fondée sur les capacités distributives de l'économie moderne et ceux qui veulent à tout prix maintenir leur profit à travers une économie périme, par un système social d'inégalité et d'oppression.

Pas plus, d'ailleurs qu'entre le prolétariat et un gouvernement qui veut maintenir la balance entre la tentative de stabilisation et celle de transformation.

Les ouvriers suivent la vraie voie en poussant au maximum leurs exigences : en réclamant beaucoup pour avoir quelque chose, sans oublier un seul moment qu'on leur doit TOUT.

L'ECONOMIE INTERNATIONALE ET LA GUERRE

L'arrivée de Hitler au pouvoir a coïncidé avec la compression maximum que pouvait se permettre l'économie allemande. Coupée économiquement du monde par l'immonde traité impérialiste de Versailles, l'Allemagne existe géographiquement. Délimitée par des puissances capitalistes possédant ce qui est nécessaire à la production et à la vente des produits, elle est, depuis 1918, une énorme machine de transformation sans matières premières ni débouchés, un ventre que l'on refuse de nourrir.

Le traité de Trianon a créé, sur l'échelle internationale, à côté d'une aristocratie capitaliste (France, Angleterre...) un prolétariat capitaliste (Allemagne, Autriche, Italie...). En face des parties possédantes, les parties défavorisées cherchaient leurs tribuns. Elles les ont trouvées politiquement dans la personne des dictateurs.

Les peuples «démocratiques» subissent aujourd'hui les conséquences de la politique honteuse de leurs dirigeants impérialistes. Hitler et Mussolini sont les enfants naturels des capitalistes français et anglais, et le premier devoir des prolétariats justement inquiets des revendications économiques des dictateurs est de se désolidariser entièrement de ceux qui ont créé ces dictatures.

Et ceci n'est pas valable seulement pour le passé. Il demeure pour le présent qui n'est en fait que la continuation du passé : l'affirmation des droits, anglais, français, américains à l'hégémonie impérialiste. Blum, en cela, est l'héritier et le continuateur de Clemenceau.

Les impérialismes des nations «démocratiques», les impérialistes repus qui ne veulent pas la guerre, mais qui la feront pour défendre leurs rapines, s'inquiètent des revendications territoriales de l'Italie et de l'Allemagne impérialistes. Ils cherchent une temporisation, un exutoire offert à bon compte à ces impérialismes exigeants. Ils offrent déjà commercialement sur le plan international une répartition «plus équitable» des matières premières, l'ouverture de débouchés commerciaux.

L'impérialisme allemand, mal préparé à des exigences plus complètes, acceptera-t-il le compromis? On peut penser qu'il le fera pour l'instant.

Mais demain, lorsque les canons et les hommes seront prêts, les rassasiés refuseront de se plier aux exigences, tandis que les affamés multiplieront les leurs.

Il faudra alors que le prolétariat replace exactement les responsabilités, et observe politiquement la seule conduite qui lui permette d'aller à une guerre avec un droit : à la guerre de classe contre son propre capitalisme, avec son droit à la direction totale de ses affaires dans chaque pays, en détournant préalablement tout ce qui masque l'individuel criminel à la guerre : son impérialisme, et cela, quelle que soit sa figure.

Luc DAURAT.

Comment les communistes réalisent l'unité du mouvement révolutionnaire en Espagne!

Un camarade allemand, ex-membre du P.C. allemand, digne de confiance vient de nous envoyer une déclaration expliquant à quelle besogne d'excitation contre les anarchistes se livrent les communistes français dans les centres de formation des brigades internationales.

Nous connaissons le nom du camarade ainsi que les détails du lieu où ladite propagande de haine s'exerce, pour ne pas créer des difficultés à ce camarade, ainsi qu'à la formation des brigades ; en cas d'enquête sérieuse nous citerions évidemment ces données. Voici ce témoignage.

«Dès avant notre départ pour la France la situation réelle en Espagne nous fut présentée sous un jour absolument faux, spécialement en ce qui concerne la Catalogne et les camarades anarchistes. Une fois arrivés en France nous allâmes au Comité de formation. Un homme nous arrêta dans la cour et prétendit nous enrégistrer. En même temps il nous dit : «Alors, camarades, vous êtes avertis que vous allez en Espagne pour défendre la démocratie. L'abstention ne se pose pas encore de créer une Espagne socialiste. Les Espagnols sont un peuple arriéré ; ils ne comprendraient pas si nous leur déclarions que nous luttons pour une Espagne socialiste. Vous savez que les anarchistes ont commencé à socialiser en Catalogne, c'est-à-dire à confisquer les biens des petits paysans ainsi que chaque petite boutique ; aussi ils ont le peuple contre eux.»

Ensuite commença l'enregistrement. Puis rendez-vous nous fut donné à 5 heures de l'après-midi pour être prêt à continuer le voyage. Nous fûmes tous réunis dans une grande chambre et un communiste nous tint le discours suivant : «Se trouvent-ils parmi vous des camarades n'adhérant pas au parti communiste ? Etes-vous prêts à vous soumettre à la discipline communiste et à combattre pour la démocratie espagnole ?» Dans cette ambiance il ne pouvait guère y avoir qu'une réponse affirmative.

Camarades, ajouta-t-il alors, pour aller en Espagne vous passerez par la Catalogne. Les anarchistes s'approcheront de vous pour vous attirer à eux. Camarades, vous allez en Espagne pour vous battre et non pour vous vautrer dans les casernes comme le font les anarchistes. Ceux-ci attaquent pas les fascistes, mais attaquent d'être attaqués, c'est-à-dire qu'ils retournent la lutte contre le fascisme. Heureusement ils ne purent attirer des camarades que dans quelques cas isolés, une fois entre au moins un groupe de 160 hommes. Ceux-ci se vautrent à l'heure actuelle encore dans les casernes, et n'ont obtenu des anarchistes qu'un seul fusil pour faire l'exercice.»

Voilà donc dans quel esprit les communistes éduquent les camarades s'offrant courageusement à la lutte antifasciste. Souhaitons que les anarchistes espagnols soient en garde contre ces manœuvres et sachent y parer à temps aussi bien par la propagande que par l'action.

N. L.

Un crétin double d'un salaud

Le valet de plume Jean d'Esme fait dans *l'Intran* un reportage «objectif» (oh ! comment !) sur l'action de nos bons camarades du Comité de Perpignan.

Nous ne voulons pas réfuter toutes les saillies du triste sire, toutes les colonnes du *Libertaire* n'y suffisraient pas ; contentons-nous seulement, pour prouver combien ces renseignements sont exacts, de reproduire une de ses notes indicatives.

(2) Fédération anarchique (sic) ibérique, Confédération nationale des Travailleurs. Toutes deux de la III^e internationale, Parti ouvrier d'unité marxiste, de la VI^e Internationale. Groupe trotskiste.

Il faut bien gagner sa vie !... On plaindrat ces pauvres larbins, s'ils n'étaient aussi dégoûtants. L'heure est peut-être venue de ne plus laisser perdre les coups de pieds au cul.

IL FAUT SOUTENIR LE RESTAURANT COOPERATIF «LA SOLIDARITE»

Restaurant Coopératif, 15, rue de Meaux

Les Syndicats et les coopératives forment la base de l'organisation des travailleurs.

Le but de la révolution est de détruire l'inegalité et d'établir le bonheur commun.

Si tu veux ce bonheur, camarade, pour les tiens et pour toi-même ; il faut faire vivre la Coopérative, puisque au lendemain de la révolution les Coopératives joueront le rôle d'organismes de répartition.

Voilà pourquoi les capitalistes, combattent avec autant de haine les coopératives sous le prétexte que celles-ci vendent moins cher.

Camarade, répond aux mercantis de la vie chère en prenant les repas au Restaurant Coopératif. La Solidarité, 15, rue de Meaux (19^e). Tu y trouveras une nourriture saine et abondante et surtout pas chère, puisque nous ne distribuons pas de ristourne aux camarades sociaux.

Camarade lecteur de ces lignes, fait un effort pour propager autour de toi pour cette coopérative, elle en a besoin.

Le Restaurant Coopératif «La Solidarité», te dis merci ! Victor Labonne.

COMITE ANARCHICO ITALIANO PRO-SPAGNA

Canelé, 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris (19^e)

Recettes du 10 au 25 décembre 1936

Somme précédente : 87.976 fr. 75.

A. B. Paris, 60 ; Rappini Luigi, Differdange, 216 ; Aloisi, Paris, 45 ; Serlori Federico, Paris, 8 ; Vizzoli e Cianca a mezzo Morino, 250 ; Vittorio da Feltri, Paris, 50 ; Benvenuti G. Paris, 50 ; Magliocco P., Aix-les-Bains, 50 ; L'Adunata dei Refrattari, Newark, N. J., 5.000 ; Frazzoni, Paris, 115 ; Berneri Giovanna, pel Natale dei Bambini, 1.000 ; P. A. Paris (C. A. V. I.), 5 ; Villanueva, remboursement voyages, 460 ; Copetti A., Isère, 20 ; Karte, Paris, 50 ; Solinas Antoine, Castres, 76 ; Adam, Paris, 10 fr. Total général recettes : 85.411 fr. 75. Total général dépenses : 88.686 fr. 25. En caisse à ce jour : 6.755 fr. 50.

Le Coin des Jeunes

Chronique des J.E.U.N.E.S.

à son plein développement la nouvelle classe dominante sent toute l'absurdité du régime capitaliste, ses contradictions sans nombre et sa fin proche.

Cette classe est nettement anticapitaliste mais cet anticapitalisme prend des formes diverses et nous retrouverons ses vétilles de prise du pouvoir économique, de gestion de l'appareil de production dans des partis les plus divers, où la qualification d'un système de production et de répartition d'où découlera l'abondance pour tous.

Restant en principe en dehors des luttes politiques les J.E.U.N.E.S. ne peuvent par conséquent qu'être sympathiques à l'ensemble du mouvement ouvrier. Cependant un rapide examen de la composition sociale de cette organisation doit entraîner une grande méfiance dans les milieux révolutionnaires.

Les principaux animateurs des J.E.U.N.E.S. sont des intellectuels sortis de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière, presque tous techniciens, ingénieurs, appartenant au personnel de maîtrise et leur recrutement se fait quasi-exclusivement dans ces mêmes milieux. Peu d'ouvriers participant activement à leur propagande ou à leurs travaux.

C'est en grande partie dans la jeunesse radicale-socialiste que s'est fait jour cette tendance.

C'est l'*œuvre* qui a donné la première puissance à leurs efforts.

Enfin la franc-maçonnerie paraît être intimement liée au mouvement et le principal propagandiste Jean Nocher semble rechercher le succès personnel plutôt que des résultats profonds.

Le méfiance augmente si l'on examine

ceux qui sont les moyens que proposent les J.E.U.N.E.S. pour passer de la vieille société bourgeois au règne de l'abondance. A vrai dire ils n'en rejettent aucun à priori mais pratiquement se bornent à proposer des plans, des initiatives économiques hardies.

Suivant les adhérents les réponses les plus contradictoires sont données. Les uns

adorent le régime soviétique, prônent la

diktature du prolétariat, à la mode russe

bien entendu. D'autres cherchent la liaison

avec la direction de la C.G.T. mais peu avec

les masses ouvrières syndiquées. Tous ou à

peu près sont partisans du Front Populaire

mais pratiquement se bornent à proposer des plans, des initiatives économiques hardies.

Suivant les adhérents les réponses les plus

contradictoires sont données. Les uns

adorent le régime soviétique, prônent la

diktature du prolétariat, à la mode russe

bien entendu. D'autres cherchent la liaison

avec la direction de la C.G.T. mais peu avec

les masses ouvrières syndiquées. Tous ou à

peu près sont partisans du Front Populaire

mais pratiquement se bornent à proposer des plans, des initiatives économiques hardies.

Suivant les adhérents les réponses les plus

contradictoires sont données. Les uns

adorent le régime soviétique, prônent la

diktature du prolétariat, à la mode russe

bien entendu. D'autres cherchent la liaison

avec la direction de la C.G.T. mais peu avec

les masses ouvrières syndiquées. Tous ou à

peu près sont partisans du Front Populaire

mais pratiquement se bornent à proposer des plans, des initiatives économiques hardies.

Suivant les adhérents les réponses les plus

contradictoires sont données. Les uns

adorent le régime soviétique, prônent la

diktature du prolétariat, à la mode russe

bien entendu. D'autres cherchent la liaison

avec la direction de la C.G.T. mais peu avec

les masses ouvrières syndiquées. Tous ou à

peu près sont partisans du Front Populaire

mais pratiquement se bornent à proposer des plans, des initiatives économiques hardies.

Suivant les adhérents les réponses les plus

contradictoires sont données. Les uns

adorent le régime soviétique, prônent la

diktature du prolétariat, à la mode russe

bien entendu. D'autres cherchent la liaison

avec la direction de la C.G.T. mais peu avec

les masses ouvrières syndiquées. Tous ou à

peu près sont partisans du Front Populaire

mais pratiquement se bornent à proposer des plans, des initiatives économiques hardies.

Suivant les adhérents les réponses les plus

contradictoires sont données. Les uns

adorent le régime soviétique, prônent la

diktature du prolétariat, à la mode russe

VOIX DE PROVINCE

LYON

POUR LA FORMATION DE GROUPES DE QUARTIER

Depuis quelque temps la propagande anarchiste a pris de l'ampleur à Lyon. Ce sont toutes les semaines de nouvelles affiches à coller, de nouveaux tracts à distribuer, de nouvelles réunions à organiser.

Un seul groupe pour une ville comme Lyon est devenu insuffisant pour accompagner tout le travail que nous imposent les événements. Il est indispensable de constituer un noyau de camarades dans chacun des quartiers de la ville.

C'est dans ce but que j'ai formé le groupe de Vaise, il y a environ trois mois. Les esprits critiques, qui ne manquaient pas parmi nous, et qui du reste nous ont quittés depuis, ne manquent pas de se récrier : « Nous ne sommes déjà pas si nombreux ici, que peut-on faire dans un seul quartier ? C'est une véritable division, etc... » J'ai néanmoins persisté dans mon projet et les événements ont prouvé que j'avais raison. Dans un quartier où il n'y a absolument rien de nous sommes plus de vingt maintenant, avec parmi nous des militants comme Juillard dont le dévouement à notre organisation est au-dessus de tout éloge. Tous sont de nouveaux camarades, venant pour la plupart des partis politiques dont ils se sont désertés. Loin d'être une cause de division la formation du groupe de Vaise a permis d'établir les premières bases de la Fédération du Sud-Est de l'Union anarchiste.

Et bien ! Il faut que tous les quartiers suivent l'exemple de Vaise !

Pour lutter victorieusement contre les partis politiques de tout poil un recrutement massif s'impose. Et ce recrutement ne nous sera possible que grâce à l'existence de groupes de quartier menant une action active dans leur coin. Nombre de camarades commencent la matin leur journée de bonne heure hésitent à se rendre à une réunion loin de chez eux, mais adhèrent lorsque le siège du groupe est tout près.

Que tous se mettent à l'œuvre. Les temps des chapelles où les initiés se réunissaient gravement devant un café crème et discutaient pendant des heures sur les mérites respectifs de l'amour libre, le végétarisme ou la vascétisme est fini. Plus de discussion en vase clos, l'anarchisme est une doctrine très simple lorsqu'elle est simplement expliquée.

Nos jeunes réclament de l'action, il faut satisfaire leur légitime désir, si nos militants le veulent ils feront de telle sorte que Lyon redéviendra la citadelle de l'anarchisme, la Barcelone française.

Maurice Lavoré.

P.S. — Les camarades de Montplaisir désirent former un groupe de l.U.A. sont près de s'adresser à Masseuf, 3 bis, rue Florent, à Montplaisir-Plaine.

CENTRES DE RAVITAILLEMENT LOGAUX A LYON

Pour la Villette : Pernette, 92, rue Barbara.

Pour la Guillotière : Olive, 33, rue Dumon. Pour Montplaisir : Mainefeu, 3 bis, rue Florent.

VILLEURBANNE (VARIETES)

Villeurbanne, aussi moins de monde que d'habitude.

Néanmoins 250 auditeurs ne ménagent pas leurs applaudissements aux orateurs anarchistes quand ils appellent le prolétariat organisé à l'action pour le soutien matériel des révolutionnaires espagnols.

FEDERATION ANARCHISTE DES BOUCHES-DU-RHONE

L'assemblée générale, dimanche 4 janvier 1937, à 9 heures précises, Bar du Petit-Poncet, bd Dugommier.

Ordre du jour

1^e Dernière disposition à prendre pour les conférences filmées, ville et banlieue ; 2^e Projet de fête ; 3^e Affichage.

Les groupes de Saint-Henri, Saint-Antoine, Saint-Louis et Le Canet sont spécialement invités, ainsi que tous les groupes et individualités de Marseille.

Le secrétaire : Pascal.

LIEGE ET ENVIRONS

Les camarades désireux de se procurer régulièrement le « Libertaire » peuvent s'adresser à Camille Maitar, 36, place de la Liberté, Flémalle-Haute ; Jules Ledoux, 47, rue des Pâtures, Liège ; Henri Monty, 197, rue de l'Echelle, Seraing-sur-Meuse.

PARIS-BANLIEUE

X^e ARRONDISSEMENT

Le succès de nos causeries

Les controverses éducatives du Groupe anarchiste continuent et sont bien suivies. Jeunes communistes, socialistes, sympathisants, viennent aux causeries. Qu'ils prennent note que désormais elles se feront le premier et troisième lundi du mois et que le lundi 18 janvier 1937, à 20 h. 30, au café du Bouquet de Montmartre, au coin de la rue Buffault et du Fg Montmartre, une controverse aura lieu. Des livres, des journaux et une collection de brochures seront à la disposition de qui voudra les consulter.

AULNAY-SOUS-BOIS

Notre meeting anarchiste a eu un gros succès. Est-ce une raison pour que Magne en trahisse totalement l'esprit et essaie de nous diviser ?

Anarchistes français et espagnols, trotskistes, nous formons un Front Révolutionnaire qui rient, pas même la calomnie, Magne, ne briesse.

Nous n'avons aucune confiance dans le gouvernement de Blum, ni dans celui de Cabanier.

Nous n'avons confiance que dans l'action de masse pour abattre Franco là-bas, le fascisme réel.

Notre objectif est, contrairement au vôtre, non la conservation de la République bourgeois, et l'exploitation du prolétariat par le capitalisme, mais la Révolution Sociale, avec l'abolition du salariat et de l'Etat.

En face des fascistes, des milices. En face du patronat, non pas prôner l'arbitrage obligatoire — cette trahison — mais pousser à la seule chance de victoire : la grève générale insurectionnelle.

Des armes à l'Espagne ? oui. Des meetings, oui ; mais aussi des manifestations de rue et des grèves pour obliger Blum à lever l'embargo.

Travailleurs à l'action pour livrer des armes à l'Espagne contre Blum s'il le faut, voilà notre mot d'ordre.

Mais avec cette action de masse, que devient la paix sociale, si chère à votre cœur de nouveaux convertis ? Ceci nous mènerait à la Révolution sociale dont ne veut à aucun prix votre frère Staline ni France, ni en Espagne. Car, communistes de la base, sachez bien : si l'U.R.S.S. livre des armes à Valence, elle les refuse à Barcelone et aux autres ; elle craint que, Franco abattu, les anars ne s'en servent pour consolider la Révolution Proletarienne.

Sail Mohamed.

Constitution d'un Centre de ravitaillement
Nous informons tous les antifascistes de Blanc-Mesnil, Drancy, Bobigny, Bondy, Le Bourget, Sevran, Vert-Galant, Vaujours, Courbevoie, Villeparisis, Villepinte, etc., d'un centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne, mandaté par celui de Paris, est ouvert à Aulnay-sous-Bois, 4, rue des Ecoles, à 150 mètres de la gare... Et de ne pas oublier de lui rendre visite.

SEVRAN-AULNAY

GRAND MEETING PUBLIC Dimanche 3 janvier, à 14 h. 30 salle Trianon de Freinville à Sevran

LA REVOLUTION SOCIALE EN ESPAGNE

Orateurs : Sail Mohamed, blessé au front de Saragosse Laurent, de la C.G.T.S.R., Doutreau et Frémont, de l'Union Anarchiste.

GENTILLY

Le groupe organise le lundi 4 janvier 1937 à Berthelot, 2, rue de la Mairie à 20 h. 30, à Gentilly une grande réunion publique et contre-électrice sur : la révolution, opium du peuple au service du fascisme.

Orateurs : A. Patorni et M. Doutreau.

Les partis socialistes, communiste, radical-socialiste et le parti ouvrier sont invités à venir apporter la contradiction. La plus entière liberté de parole devant être assurée à tous, amis ou adversaires, le groupe fait appel aux camarades des groupes environnans pour venir assurer le bon ordre de ces débats.

Participation aux frais : 0 fr. 35.

Ne parlons pas de corde...

Le meeting du 14 décembre à Gentilly, M. Beaugrand, maire, s'est permis à notre égard des écarts de langage qu'il convient de relever. Il a dit, en reprochant au secrétaire de la section S.F.I.O. de nous fréquenter, que les anarchistes étaient des provocateurs qui prenaient leurs droits d'ordre à la Tour Pointue. M. Beaugrand n'a rien inventé ; d'autres l'ont dit bien avant lui et parmi ceux-là qui l'ont fait fort les Celor, les Journis, les Jany, les Corman, les Marie Bréant et sans compter les autres plus près de nous le fameux Régimier de Villejuif ont mangé de l'anarchiste et ont tous été vaincus des places de premier plan qu'ils occupaient au P. C. comme policiers ou provocateurs et eux sans aucun doute allaient chercher leurs directives à la Tour Pointue, ce qui explique leur acharnement après les véritables révolutionnaires. Un moyen bien simple existe pourtant : le gouvernement de front populaire actuel possède un ministre de l'Intérieur, S.F.I.O., les communistes le soutiennent et votent pour lui. Ils donc la possibilité de faire ouvrir les dossiers de la Préfecture de Police et de dénoncer les provocateurs anarchistes, pourquoi ne le font-ils pas ? Nous attendons et attendrons longtemps et pour cause.

De grâce, M. Beaugrand, ne parlons pas de corde dans la maison d'un pendu.

IVRY-CENTRE, 13 JANVIER 1937

Salle Basse, place Bac

Causerie par Armand : « Qu'est-ce qu'un anarchiste ». Les préjugés sur l'anarchisme ; la vérité sur les anarchistes. (Participation aux frais : 1 fr.).

SECTEUR NORD-EST

Succès de la réunion de secteur

La presque totalité des groupes était représentée à cette réunion, signe certain que des copains se rendent compte de la nécessité de resserrer nos contacts. La situation a été examinée par un camarade, et deux copains ont accepté de se rendre dans les groupes pour donner un exposé d'ensemble de la réunion, de manière à ce que nous soyons près à agir au moment voulu.

Pour les communications urgentes, passer par le « Libertaire » qui transmettra.

Jary.

SURESNES-PUTEOUX

Soirée Cinématographique organisée par les groupes libertaires de Suresnes-Puteaux, à la Salle des Fêtes de la Mairie de Suresnes, le mardi 5 janvier, à 20 h. 30.

La prise de Siétamo

par les colonnes Durruti

avec commentaires du camarade Lapeyre, suivi d'un meeting sur les événements d'Espagne. Prix des cartes : 3 fr. et 1 fr. 50, au bénéfice de nos camarades espagnols.

Groupe de Nogent

GRANDE CONFERENCE PUBLIQUE

VENDREDI 15 JANVIER A 21 h.
Salle Cazius à Nogent

QUE VEULENT LES COMMUNISTES LIBERTAIRES ?

Orateurs :

R. Frémont, Roger Goudry
Participation aux frais 0 fr. 95

C. G. T. S. R.

FEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE, DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (VIEILLE FEDERATION)

Siège : Maison des Syndicats,

33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris-X^e

CONGRES FEDERAL LE 8 JANVIER

Les Syndicats fédérés sont informés qu'il aura lieu samedi 8 Janvier, 10, bd Beaumarchais, Paris (X^e). La séance commencera à 9 heures du matin ; les délégués de province qui arriveraient la veille pourront s'adresser au siège de la Fédération.

La Commission Exécutive fédérale se réunira dimanche 3 janvier, à 10 heures, au siège de S. U. B., à Carrères-sur-Seine. Présence indispensable.

Pour le Bureau fédéral, l'un des Secrétaires, J. S. Boudoux.

A Ivry

Les camarades d'Ivry et région sont invités à assister à la réunion constitutive du Syndicat Unique du bâtiment et des travailleurs. Les camarades secrétaires de la vieille Fédération du bâtiment, J. S. Boudoux et A. Lucas y exposent les raisons qui militent en faveur du regroupement des forces anarchosyndicalistes au sein de la C.G.T.S.R.

Reunion au siège, place Bac, salle Barré, le vendredi 1^{er} janvier 1937 à 20 h. 30.

Une plaquette de Durruti

Des plaquettes en bas-relief, de nos camarades Ascaso et Durutti, en 40 x 35 cm qui ont été éditées par le LIBERTAIRE, et sont mises en vente au prix de 20 fr. l'une, et 35 fr. les deux. Port et emballage en plus pour la province : 7 fr. 50. Ces plaquettes, sculptées par le camarade Marcos, et exposées au LIBERTAIRE, sont vendues patinées ou aux couleurs de la F. A. I.

Sail Mohamed.

Le 8 JANVIER à WAGRAM

Quelle est la signification exacte des événements qui se déroulent de l'autre côté des Pyrénées ?

Quelle sera l'organisation sociale qui surgira des efforts gigantesques que déploie l'admirable peuple espagnol contre les horribles sanglantes du fascisme ?

La bas, le peuple tout entier, dans un magnifique état collectif, met en valeur les richesses que le sol recèle en son sein.

Chacun se souvient de l'étonnement d'un de nos confrères constatant de visu les facultés organisatrices de cette phalange libertaire qui se trouve, à l'avant comme à l'arrière, à la pointe du combat.

Sous son énergie impulsion, le travailleur retrouve ses droits, reprend la place qu'il doit occuper dans la Société : la première.

Dans les régions libérées du joug hideux du fascisme, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, les syndicats démontrent leur puissance productive, leur initiative, toute au service de la nouvelle économie.

En Catalogne, en Valence, en Aragon, des milliers et des milliers d'êtres construisent une société fraternelle, sans Dieu ni Maître : La Société Communiste Libertaire.

Plusieurs d'entre eux, nos camarades Ramon Sene et Miralles, pour le Syndicat unique de la Construction de Barcelone (C. N. T.), Antoni Martin, du Comité d'administration du port de Puigcerda (P.A.L.) seront à Paris,

LE 8 JANVIER A WAGRAM

VENDREDI 8 JANVIER 1937

à la salle Wagram où ils vous diront quels sont leurs efforts et les réalisations qui s'en suivent.

Relevez cette date et venez nombreux.

AUTOUR DU CONGRES DES FONCTIONNAIRES

LE FRONT POPULAIRE CONTRE LE DROIT SYNDICAL

Dans le « Libertaire » du 24 décembre 1936, nous avions signalé la vive émotion produite parmi les fonctionnaires par une attaque du ministère de la Guerre menant à une dissolution de la catégorie de ses employés coupables de vouloir se syndiquer. Nous sommes en mesure aujourd'hui de publier les passages essentiels de la lettre du secrétaire général :

« I. De la Fédération Parisienne. Réunion samedi 2 janvier, à 21 h., au local du « Libertaire ». Tous les groupes devront être représentés.

Commission administrative. Réunion lundi 4 janvier au local habituel.

C. I. de la Fédération Parisienne. Réunion samedi 2 janvier, à 21 h., au local du « Libertaire ». Tous les groupes sont invités à régler les cotisations mensuelles ainsi que les cartes 1936 le plus rapidement possible.

LES FLICS A L'ACTION !

Sous le Gouvernement Laval ; les fonctionnaires manifestaient aux cris de : Daladier au pouvoir !... La police avec nous !...

Après les brutalités de mardi ont-ils compris ?

Chez les Métallurgistes

A l'assemblée des délégués d'usines et responsables des sections syndicales

La salle de la Grange-aux-Belles était bondée par tous les délégués d'usines venus pour avoir des renseignements sur la marche des pourparlers entre le Syndicat patronal et le Syndicat ouvrier au sujet de l'augmentation des salaires de 15 % et ils étaient surtout venus pour examiner de quelle façon les métallurgistes du Nord, en grève depuis plus d'un mois pourraient être soutenus par leurs frères d'industrie de la région parisienne.

Ce dernier problème d'une si grande importance fut tranché, il faut le reconnaître, d'une façon nette et définitive ; mais la solution fut établie par les bureaucratiques et non par les syndiqués eux-mêmes comme la logique l'exigeait.

Comment les représentants des sections d'usine auraient-ils pu faire valoir leur opinion quand la totalité du temps de parole fut prise par cinq dirigeants du Syndicat et un de la Fédération ; il s'agissait là d'une tactique bien calculée parce que ces bureaucratiques avaient beaucoup de délégués n'approuvant pas la façon de voir des dirigeants.

Il apparaît d'après l'exposé de Poirot que la revendication sur le rajustement des salaires devait se limiter à 10 %/0. Pourquoi la première formule de 15 %/0 a-t-elle été abandonnée ? Mystère ! En tout cas les patrons ont répondu en décidant d'attendre la publication de l'indice officiel du coût de la vie. On sait que celui-ci est toujours en dessous de la réalité, lésant ainsi les intérêts ouvriers.

Timbaud, autre secrétaire, appuya l'exposé de Poirot, mais dans la salle de nombreux délégués marquèrent leur impatience, exigeant un débat sur les grèves en cours et rappelant à l'orateur l'action directe des ouvriers en juin. Timbaud se déclara toujours d'accord avec les occupations d'usines ; mais il usa d'une formule démagogique, affirmant qu'il fallait avoir « des peaux de saucisson sur les yeux pour comparer la situation de juin à celle de décembre ». Cela ne convainquit pas tous les délégués, car nombreux étaient ceux qui pensaient aux 19.000 camarades en grève, attendant non pas des discours plus ou moins longs, mais une solidarité plus efficace. Il combattit fin de son exposé : « La chaussette à clous », que certains tentaient de rénover envers les ouvriers fascistes à l'intérieur des usines. Cela aussi étonna bien des délégués qui, il y quelques mois à peine, avaient entendu Timbaud soutenir une thèse absolument opposée. Chacun comprit : pour se maintenir à la direction des Métalax, il faut être dans la ligne du parti communiste ou s'en aller.

Puis ce fut le tour de Semat, secrétaire fédéral, s'occupant actuellement des grèves en cours, chargé de « réchauffer » la salle ; en effet, dans celle-ci une minorité ayant une certaine importance encassait mal les méthodes d'action suggérées par les deux secrétaires. Il reconnaît le juste droit de discussion (discussion qui ne put d'ailleurs avoir lieu) malgré la réaction du Syndicat des Métaux qui soi-disant fait l'économie d'une grève pour les 40 heures, mais Semat se garda de rappeler que cette réforme avait été obtenue par la vague des grèves de juin et par la volonté manifeste des dizaines de milliers de métalax acclamant la grève si la semaine des 40 heures n'était pas introduite immédiatement.

Semat déclare que le moment de faire l'autocritique de la grève du Nord n'était pas venu et que l'on s'expliquerait plus tard avec ceux qui voulaient aller trop fort. Il fit connaître à l'assemblée la nouvelle tactique des éléments fascistes qui prennent les deux cartes syndicales (à la C.G.T. et au Syndicat fasciste) pour pouvoir, au moyen de critiques désagrégantes, démanteler l'organisation syndicale, lutte de classes. Cette tactique existe, mais nous dénonçons le procédé odieux consistant à présenter toute critique, toute opinion de minorité, comme émanant de fascistes, et présentant ainsi aux yeux des syndiqués de fraîche date, de bons camarades, comme des provocateurs, agents du fascisme, de la Gestapo.

Le secrétaire fédéral déclara également qu'il ne fallut pas moins de treize coups de téléphone pour que les représentants du Syndicat des métalax puissent avoir une entrevue avec le « facteur » Daladier, notre actuel ministre de la guerre ; ce membre du gouvernement de F. P. répondit enfin de compréhension pour une fin de non recevoir, prouvant par cela même que la classe ouvrière du nord en lutte contre le comité des forces, agent direct du capitalisme, ne l'intéresse pas. Semat déclara que le syndicat des métalax n'était pas hostile à la réquisition des usines par le gouvernement ; mais qu'il poserait cela à son honneur : les ouvriers devant une telle déclaration doivent être très vigilants et se rappeler la fameuse réquisition de l'usine de guerre Sautier et Harlizy où soixante-huit camarades furent jetés à la rue malgré la réquisition qui ne fut qu'une ruse de la part du gouvernement et du patron contre les ouvriers en grève.

Le secrétaire fédéral déclara également qu'il ne fallut pas moins de treize coups de téléphone pour que les représentants du Syndicat des métalax puissent avoir une entrevue avec le « facteur » Daladier, notre actuel ministre de la guerre ; ce membre du gouvernement de F. P. répondit enfin de compréhension pour une fin de non recevoir, prouvant par cela même que la classe ouvrière du nord en lutte contre le comité des forces, agent direct du capitalisme, ne l'intéresse pas.

Semat déclara que le moment de faire l'autocritique de la grève du Nord n'était pas venu et que l'on s'expliquerait plus tard avec ceux qui voulaient aller trop fort. Il fit connaître à l'assemblée la nouvelle tactique des éléments fascistes qui prennent les deux cartes syndicales (à la C.G.T. et au Syndicat fasciste) pour pouvoir, au moyen de critiques désagrégantes, démanteler l'organisation syndicale, lutte de classes. Cette tactique existe, mais nous dénonçons le procédé odieux consistant à présenter toute critique, toute opinion de minorité, comme émanant de fascistes, et présentant ainsi aux yeux des syndiqués de fraîche date, de bons camarades, comme des provocateurs, agents du fascisme, de la Gestapo.

Le secrétaire fédéral déclara également qu'il ne fallut pas moins de treize coups de téléphone pour que les représentants du Syndicat des métalax puissent avoir une entrevue avec le « facteur » Daladier, notre actuel ministre de la guerre ; ce membre du gouvernement de F. P. répondit enfin de compréhension pour une fin de non recevoir, prouvant par cela même que la classe ouvrière du nord en lutte contre le comité des forces, agent direct du capitalisme, ne l'intéresse pas.

Semat déclara que le syndicat des métalax n'était pas hostile à la réquisition des usines par le gouvernement ; mais qu'il poserait cela à son honneur : les ouvriers devant une telle déclaration doivent être très vigilants et se rappeler la fameuse réquisition de l'usine de guerre Sautier et Harlizy où soixante-huit camarades furent jetés à la rue malgré la réquisition qui ne fut qu'une ruse de la part du gouvernement et du patron contre les ouvriers en grève.

A ce moment revint une délégation venant de la présidence du Conseil, Daury, secrétaire général, fils du conseil rendu à l'entrevue avec Jules Moel, secrétaire général à la présidence du Conseil. Il fut promis de recevoir la Fédération des Métaux pour le lundi suivant ou seront examinées la réquisition des salaires selon l'indice du coût de la vie, une augmentation eût été rétroactive à la date du 1^{er} janvier, enfin il fut décidé une sorte de 5 minutes avant l'heure des ouvriers métallurgistes pour se rendre en cortège au meeting de protestation du 1^{er} d'hiver.

Que penser de cette assemblée où une réaction assez forte de la part des délégués d'usine se fit entendre, réaction contre les dirigeants du syndicat ? Cela est, en somme, assez compréhensible par le manque de démocratie qui régnait en cette assemblée où les délégués ne purent apporter leur point de vue sur les conflits actuels et s'expliquer sur les méthodes d'action préconisées par les secrétaires du Syndicat et de la Fédération.

Continuer de telles méthodes, vouloir bâillonner les délégués qui ne sont pas d'accord avec la direction en faisant parler les secrétaires pendant une heure et lever la séance est un jeu dangereux pour la bonne harmonie à l'intérieur du Syndicat. Il ne suffit pas de réclamer, de clamer : « Discipline ! », il faut que celle-ci soit discutée pour être librement consentie. Les responsables du Syndicat des Métaux le comprennent-ils à temps ?

L'ŒIL NOIR.

le libertaire syndicaliste

L'IMPOSSIBLE CONCILIATION

Décidément les champions de la paix sociale ont du pain sur la planche.

Tandis qu'ils s'emploient à calmer les esprits en recherchant le moyen de concilier les intérêts en présence, par l'arbitrage obligatoire ayant toute grève ou lock-out, les conflits éclatent de toutes parts.

Les sénateurs ont même réussi à faire admettre une clause selon laquelle les décisions des arbitres, provisoires ou définitives, seront sans appel.

Hélas, la réalité sociale vient chambouler tous ces beaux projets, d'ailleurs inopérants puisque le gouvernement n'a osé prévoir aucune sanction à l'égard des contrevenants.

De fait, après s'être soumis à la procédure d'arbitrage, les patrons métallurgistes du Nord ont envoyé promener les arbitres gouvernementaux qui leur contestaient le droit d'user de représailles à l'égard des « meuniers ».

De même les travailleurs de l'alimentation parisienne ont refusé d'accepter l'arbitrage du représentant gouvernemental qui se tracuisait pour eux par des diminutions de salaires tandis que le coût de la vie ne cessait de monter.

Ainsi la procédure d'arbitrage obligatoire, légalisée ou non, se révèle incapable de résoudre une situation qui reste dominée par le rapport de force des éléments en présence. La lutte de classe continue sur le terrain de l'action directe faisant fi de toutes les précautions juridiques des politiciens froussards ou profiteurs.

Alors que l'on interdit le droit de grève, que l'on réclame le respect du droit de propriété et de la liberté du travail, les occupations d'entreprises sont en continuant pas moins et la chasse aux jaunes se poursuit sur une large échelle. C'est la réponse ouvrière aux endorsements de la collaboration des classes. Les travailleurs savent en effet, par expériences, que ce sont les seules méthodes qui leur ont réussi

pour faire cesser les prétentions d'asservissement du patronat.

Cependant en vertu de la légalité bourgeoise appliquée sous le gouvernement de Front populaire, 26 militants ouvriers du Nord sont poursuivis pour entrave la liberté du travail. Dans les usines occupées les ouvriers reçoivent du papier timbré les condamnant à de fortes amendes pour violation de domicile.

Gouvernement et bourgeoisie se retrouvent d'accord pour faire appliquer la « justice égale pour tous » et défendre les intérêts des détenteurs du capital.

Les dirigeants syndicaux qui déclarent que la continuation des occupations d'usines est préjudiciable aux intérêts ouvriers, qui vont même jusqu'à déclarer que sous un gouvernement de Front populaire la grève n'est pas nécessaire pour obtenir des améliorations, sont-ils qualifiés pour protester contre ces mesures de répression ?

En réalité la classe ouvrière, consciente de sa force démontrée en juin, ne doit compter que sur elle-même pour mener la lutte revendicative par les méthodes d'action directe, qu'elle devra imposer à la fois à ses dirigeants et aux patrons.

Elle se doit de parer à l'insuffisance gouvernementale pour mettre à la raison les magnats des trusts et de la finance qui, spéculant sur la dévaluation et l'augmentation des salaires, organisant le renchérissement du coût de la vie sans contrepartie pour le pouvoir d'achat ouvrier.

Pourtant le gouvernement s'était fait occuper en octobre dernier le pouvoir d'intervenir au cas où la hausse du coût de la vie entraînerait une révision des conventions collectives relatives aux salaires. Or, quiconque suit l'actualité ouvrière sait que, malgré la différence chaque jour plus accentuée entre le prix des produits et les salaires, ces interventions furent

à peu près nulles et ne se produisirent que lorsque les ouvriers commencèrent à se fâcher.

Aujourd'hui la commission des indices, peu suspecte par sa composition de jouer en faveur des intérêts ouvriers, avoue une hausse d'au moins 15 % du prix des produits. C'est donc, à ce point de vue, les avantages conquis en juin supprimés et la justification de la revendication ouvrière pour le rajustement des salaires.

A nouveau l'échelle mobile est à l'ordre du jour, va-t-on encore laisser passer l'occasion ?

La grande colère des métalax parisiens s'est traduite par une grève d'avertissement de cinq minutes. 20.000 heures de travail perdues pour la défense nationale, riposte ironiquement un pluminet de l'*Intran* à l'adresse des dirigeants patriotes de la Fédération des Métaux qui utilisent à tout instant cet argument contre les patrons. En tout cas, sans contester l'utilité de la grève limitée en certaines circonstances, l'expérience démontre qu'il faut actuellement trouver autre chose pour forcer la rapacité patronale.

Au surplus, qu'attendent donc les chômeurs, qui sont les grandes victimes de cette situation pour exiger autre chose que des dérogations dans les ministères et des promesses jamais réalisées ?

Ou attendent-ils pour exiger l'application intégrale des 40 heures, qui doit leur procurer du travail ?

Ici et là, les anarchistes, les syndicalistes révolutionnaires, ont une immense besogne de redressement à accomplir. Ils ne doivent pas y dérober.

1936 a vu la volonté ouvrière près d'en finir avec le despotisme patronal.

1937 doit nous orienter définitivement, par l'extension du contrôle ouvrier et l'action directe, vers l'émancipation du travail et l'exploitation capitaliste.

N. FAUCIER.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Au Congrès de l'U.D.S. de l'Adour

Nous publions ci-dessous deux motions qui ont été présentées et défendues par notre camarade Catalogne au Congrès de l'Union Interdépartementale des Syndicats de l'Adour (Landes et Basses-Pyrénées) qui s'est tenu à Bayonne les 19 et 20 décembre. Sans doute ces motions n'ont-elles pas été adoptées par le Congrès. Mais, en dépit des manœuvres des chefs de file communisites et de l'intervention de Racamond, délégué de la C.G.T., qui contrôla tous les débats, nous croyons pouvoir affirmer qu'elles ont fortement impressionné les congressistes qui y ont trouvé l'écho de leurs préoccupations et de leurs inquiétudes.

Un cours de son intervention notre camarade s'attacha à montrer que la politique actuelle de la C.G.T. ne répondait pas aux vœux des prolétariats et que les déceptions qui se manifestent aujourd'hui, après les exaltantes journées de juin, au sein de la classe ouvrière, ont leur source dans l'attitude réactionnaire du bureau confédéral qui ne suit pas guider les masses vers la victoire, mais qui, prisonnier de l'équivoque du front populaire, recherchant la collaboration systématique avec le gouvernement, travailla à freiner le mouvement syndical.

Concernant, en particulier, les lois actuellement en discussion sur la conciliation et l'arbitrage obligatoires ainsi que sur la « neutralisation » des usines, regretté que la C.G.T. semble ainsi s'orienter plus en plus vers une politique de collaboration systématique avec le gouvernement :

Signale que cette politique, si elle devait se prolonger entraînerait au mouvement ouvrier son originalité, son prestige et sa force en dissimulant cette vérité que l'émancipation des travailleurs ne peut-être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et en donnant à ceux-ci le sentiment qu'un gouvernement peut s'instituer leur défenseur habile et les dispenser ainsi de toute action directe ;

Signale enfin le danger permanent que constituent l'arbitrage obligatoire passant des mains d'un gouvernement de Front Populaire aux mains d'un gouvernement de réaction.

Pour ces raisons, le Congrès demande que la C.G.T. revienne à une politique d'indépendance et d'action directe, seule capable de libérer la classe ouvrière.

MOTION CONCERNANT LES EVENEMENTS D'ESPAGNE ET LA GUERRE

Le Congrès approuve la résolution sur les événements d'Espagne votée par le C.C. N. du 7 décembre et publiée dans *Le Peuple* du 9 décembre :

— Contre toute guerre impérialiste ;

— Contre toute union sacrée préventive ;

— Pour la Grève générale répondant à la mobilisation et prélude de l'insurrection libertaire.

Chez les bouchers étaliers

LE MEETING DU 23 DECEMBRE

Une bonne assistance si l'on tient compte qu'il fut préparé en quelques heures et que « Humanité » et le « Populaire » n'avaient pas inséré le communiqué annonçant le meeting. Près de 2.000 ouvriers s'y rendirent.

Cela démontre que les ouvriers comprennent sérieusement que leurs quelques avantages acquis sont en danger, et que sans plus tarder la réaction ouvrière doit s'organiser.

Dire que le lendemain du meeting, la grève fut possible, non, mais pour le jour de l'An. Aucun prétexte ne doit s'opposer à la grève : c'est une nécessité qui s'impose si nous ne voulons pas revoir les longues journées de travail et les bas salaires des années antérieures.

Les orateurs, à l'exception de deux camarades (M... et V...) qui firent un exposé combatif et dont le Bureau, pour ces raisons ne laisse à l'un d'eux que quelques minutes pour s'exprimer, ont été applaudis par le public.

Mais considérons que la défense de la révolution espagnole ne se sépare pas de la défense de la paix, et qu'il faut à tout prix que la guerre civile d'Espagne ne se transforme en guerre impérialiste ;

Désapprouve toute politique qui tendrait à utiliser les événements d'Espagne aux fins d'intérêts impérialistes quelconques ;

Se refuse à s'associer aux déclarations de Sébastien au C.C. N. (Peuple du 8 décembre) dénonçant la grande offensive des pays fascistes contre les États démocratiques en vue de détruire la liberté, formulation doublement fausse en ce qu'elle ne distingue pas les peuples des gouvernements qu'ils subissent et qu'elle donne l'apparence d'une croisade idéologique aux conflits des appétits impérialistes, sources de toute guerre, que le néaste traité de Versailles a exacerbée ;

Demande enfin à la C.G.T. d'organiser le soutien effectif et direct des travailleurs espagnols luttant contre le fascisme et précise que cette action doit être menée en toute indépendance, sans dépendre des intérêts de l'opposition ouvrière et extérieure.

Le secrétaire de l'Union des Syndicats a oublié de nous dire, c'est que le gouvernement du front populaire fait le maximum auprès des dirigeants de la C.G.T. pour qu'ils prennent l'action des ouvriers. Qu'importe si les ouvriers sont exploités pourvu que le gouvernement ne soit pas renversé et puisse gérer les affaires de la bourgeoisie.